

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS399/6

27 mai 2011

(11-2662)

Original: anglais

## ÉTATS-UNIS – MESURES AFFECTANT LES IMPORTATIONS DE CERTAINS PNEUMATIQUES POUR VEHICULES DE TOURISME ET CAMIONS LEGERS EN PROVENANCE DE CHINE

Notification d'un appel présentée par la Chine au titre de l'article 16:4 et de l'article 17  
du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement  
des différends (Mémoire d'accord) et de la règle 20 1)  
des Procédures de travail pour l'examen en appel

La notification ci-après, datée du 24 mai 2011 et adressée par la délégation de la Chine, est distribuée aux Membres.

1. Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémoire d'accord") et à la règle 20 des Procédures de travail pour l'examen en appel, la République populaire de Chine notifie par la présente à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *États-Unis – Mesures affectant les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine* (WT/DS399) ("rapport du Groupe spécial"). Conformément à la règle 20 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la Chine dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du Secrétariat de l'Organe d'appel.

2. La mesure en cause est une mesure de sauvegarde transitoire par produit au titre de la section 16 du *Protocole d'accession* qui a été appliquée par les États-Unis aux importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine conformément à l'article 421 de la Loi sur le commerce extérieur de 1974. La Commission du commerce international des États-Unis ("USITC") a déterminé qu'il y avait désorganisation du marché à la suite de l'accroissement rapide des importations des pneumatiques visés en provenance de Chine qui étaient une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale. L'USITC a établi cette détermination dans le cadre de son enquête sur *Certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine* (Inv. No. TA-421-7).

3. Les questions que la Chine soulève dans le présent appel ont trait aux constatations et conclusions formulées par le Groupe spécial en ce qui concerne la compatibilité des mesures contestées avec le *Protocole d'accession de la République populaire de Chine* ("le Protocole") et le *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord").

4. Pour les raisons indiquées ci-après, et qui seront exposées plus en détail dans ses communications à l'Organe d'appel, la Chine fait appel des erreurs de droit et d'interprétation du droit

ci-après figurant dans le rapport du Groupe spécial et demande à l'Organe d'appel d'infirmer ou de modifier les constatations et conclusions du Groupe spécial s'y rapportant. Ce faisant, elle présente cinq allégations spécifiques, exposées ci-après et qui seront détaillées dans ses communications à l'Organe d'appel.<sup>1</sup>

5. Premièrement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine l'interprétation par le Groupe spécial de la section 16.4 du Protocole telle qu'elle se rapporte à la détermination de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[ai]ent rapidement" au sens de cette disposition. L'interprétation du droit par le Groupe spécial était erronée car elle ne donnait pas un sens approprié au membre de phrase "s'accroissent rapidement".<sup>2</sup> Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial comprennent ce qui suit:

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant le mot "increasing" (s'accroissent) employé dans la section 16.4 comme ne signifiant rien de plus que le mot "increased" (accrues) employé dans la section 16.1 et en n'examinant pas véritablement par ailleurs la période appropriée aux fins de l'analyse.<sup>3</sup>
- b) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant le mot "rapidly" (rapidement) employé dans la section 16.4 comme signifiant "with great speed" (à une grande vitesse) mais comme n'exigeant pas une évaluation du taux d'accroissement des importations ou d'un quelconque autre paramètre pour donner sens à l'idée de grande vitesse.<sup>4</sup>
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant le membre de phrase "increasing rapidly" (s'accroissent rapidement) employée dans la section 16.4 comme n'exigeant pas que le taux d'accroissement des importations le plus récent soit mis en contexte par rapport aux taux d'accroissement antérieurs enregistrés au début de la période, ou dans tout autre contexte, ce qui permettrait de distinguer les importations qui "s'accroissent rapidement" de celles qui, simplement, "se sont accrues" ou "s'accroissent".<sup>5</sup>

6. Deuxièmement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine l'application par le Groupe spécial de la section 16.4 du Protocole telle qu'elle se rapporte à la détermination de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[ai]ent rapidement" au sens de cette disposition. L'application par le Groupe spécial du critère juridique était erronée parce qu'elle confirmait la constatation de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[ai]ent rapidement".<sup>6</sup> Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial comprennent ce qui suit:

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière avait évalué la période dans son ensemble au lieu de la période la plus récente.<sup>7</sup> Au lieu d'exiger que l'examen soit axé sur la période la plus récente, comme cela doit se faire pour déterminer correctement si les importations visées

---

<sup>1</sup> Conformément à la règle 20 2) d) iii) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la présente déclaration d'appel comprend des citations de paragraphes du rapport du Groupe spécial qui contiennent les erreurs alléguées. Ces citations sont toutefois sans préjudice de la faculté de la Chine de faire référence à d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans son appel.

<sup>2</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.110.

<sup>3</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.90 et 7.91.

<sup>4</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.92.

<sup>5</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.90 à 7.93.

<sup>6</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.110.

<sup>7</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.83 à 7.85, 7.96 à 7.100 et 7.104.

"s'accroissent rapidement", le Groupe spécial a approuvé une évaluation temporelle qui mettait l'accent sur toute la période de cinq ans dans son ensemble.

- b) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas correctement évalué le taux d'accroissement des importations, en particulier celui de l'année la plus récente.<sup>8</sup> Au lieu de déterminer si ce taux constituait un accroissement "rapide", le Groupe spécial a rejeté l'idée que l'USITC était tenue d'évaluer le taux d'accroissement des importations visées pour déterminer si elles "s'accroissaient rapidement".
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas placé le taux d'accroissement le plus récent dans son contexte approprié par rapport aux taux d'accroissement antérieurs.<sup>9</sup> Dans la mesure où le Groupe spécial a bien évalué le taux d'accroissement le plus récent dans son contexte, il a fait erreur en allant au-delà de la détermination de l'USITC telle qu'elle est rédigée et en constatant qu'un taux d'accroissement moins élevé représentait des importations qui "s'accroissaient rapidement" parce qu'il "s'ajoutait" aux accroissements antérieurs.<sup>10</sup>

7. Troisièmement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine l'interprétation par le Groupe spécial de la section 16.4 du Protocole telle qu'elle se rapporte à la détermination de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine étaient une "cause significative" au sens de cette disposition. L'interprétation du droit par le Groupe spécial était erronée parce qu'elle ne donnait pas son sens approprié au mot "significative" employé dans l'expression "cause significative" et ne distinguait pas une "cause significative" d'une "cause".<sup>11</sup> Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial comprennent ce qui suit:

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en donnant une définition du mot "significative" sans interpréter par ailleurs ce que le mot "significative" signifiait une fois appliqué, ou sans expliquer en quoi une "cause significative" différait d'une "cause".<sup>12</sup>
- b) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant l'expression "cause significative" comme n'exigeant pas une analyse des conditions de concurrence qui évalue véritablement si les importations visées pouvaient être une "cause significative" de dommage et non simplement si elles pouvaient être une "cause".<sup>13</sup>
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant l'expression "cause significative" comme n'exigeant pas une analyse de la coïncidence qui évalue si la corrélation allait au-delà d'une simple corrélation globale et correspondait au lieu de cela à des degrés de grandeur relative ainsi qu'à une évaluation année par année.<sup>14</sup>
- d) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant l'expression "cause significative" comme n'exigeant pas une analyse qui permette de faire en sorte que le dommage

---

<sup>8</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.92 et 7.93.

<sup>9</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.92 et 7.93.

<sup>10</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.93.

<sup>11</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.379.

<sup>12</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.158, 7.139 à 7.146 et 7.170 à 7.178.

<sup>13</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.169 et 7.170.

<sup>14</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.228 à 7.234.

causé par d'autres facteurs ne soit pas imputé à l'importance ou au degré du dommage dont il était allégué qu'il était causé par les importations visées.<sup>15</sup>

8. Quatrièmement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine l'application par le Groupe spécial de la section 16.4 du Protocole telle qu'elle se rapporte à la détermination de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine étaient une "cause significative" au sens de cette disposition. L'application du critère juridique par le Groupe spécial était erronée parce qu'elle confirmait la constatation de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine étaient une "cause significative" de dommage alors que l'USITC et le Groupe spécial n'ont jamais distingué une "cause" d'une "cause significative", ni modifié leur analyse du lien de causalité pour se conformer à ce critère distinct.<sup>16</sup> Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial comprennent ce qui suit:

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas procédé à l'analyse des conditions de concurrence avec suffisamment de soin pour évaluer si les importations visées pouvaient en fait être une "cause significative" de dommage et pas simplement une "cause".<sup>17</sup>
- b) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas procédé à une analyse de la coïncidence qui évalue si la corrélation allait au-delà d'une simple corrélation globale générale et correspondait au lieu de cela à des degrés de grandeur relative et à une évaluation année par année qui serait nécessaire pour établir une "cause significative".<sup>18</sup>
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas dûment analysé d'autres causes pour faire en sorte que le dommage causé par ces autres facteurs ne soit pas indûment imputé à l'importance ou au degré du dommage dont il était allégué qu'il était causé par les importations visées.<sup>19</sup>
- d) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas procédé à une analyse intégrée de tous les facteurs de causalité pour examiner leur incidence collective sur l'existence d'un lien suffisant de "cause significative" entre les importations qui "s'accroiss[ai]ent rapidement" à la fin de la période et la situation de la branche de production nationale.<sup>20</sup>

9. Cinquièmement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine, au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord, la manière dont le Groupe spécial a appliqué le critère de la "cause significative" figurant dans la section 16.4 du Protocole. Le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord dans son analyse du point de savoir si les importations en provenance de Chine étaient une "cause significative" de dommage en ne procédant pas à une évaluation objective de la question. Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial au regard de l'article 11 comprennent ce qui suit:

---

<sup>15</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.175 à 7.177.

<sup>16</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.379.

<sup>17</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.209 à 7.216.

<sup>18</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.234 à 7.238; 7.244; 7.245; et 7.254 à 7.260.

<sup>19</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.285 à 7.322; 7.333 à 7.345; 7.348 à 7.350; 7.353; 7.354; et 7.364 à 7.367.

<sup>20</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.376 à 7.378.

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en ne prenant pas en considération la totalité des éléments de preuve. En ce qui concerne le lien de causalité, il a pris les différents arguments et éléments de preuve isolément au lieu d'examiner comment les arguments et les éléments de preuve à l'appui étaient liés entre eux.
- b) Le Groupe spécial a fait erreur en ne procédant pas à une évaluation équilibrée des éléments de preuve. En ce qui concerne le lien de causalité, il s'est évertué à citer des éléments de preuve figurant à la page III-16, note de bas de page 62, de la détermination de l'USITC sur lesquels la majorité des membres de l'USITC ne s'étaient pas appuyés, et a néanmoins ignoré les éléments de preuve figurant dans cette même note de bas de page qui n'étaient pas compatibles avec la conclusion de l'USITC.<sup>21</sup>
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en n'axant pas son examen sur la décision de l'USITC telle qu'elle était rédigée. En confirmant la détermination de l'USITC concernant le lien de causalité, le Groupe spécial, à plusieurs reprises, est allé au-delà du raisonnement contenu dans la détermination elle-même et s'est appuyé sur des clarifications *a posteriori* des États-Unis et sur sa propre nouvelle analyse des questions.<sup>22</sup>
- d) Le Groupe spécial a fait erreur en n'examinant pas tous les arguments des parties. Il n'a pas examiné les arguments de la Chine sur la façon dont d'autres causes agissaient les unes avec les autres et avaient un effet cumulatif plus étendu<sup>23</sup>, sur la façon dont les données plus détaillées concernant les différents fournisseurs sur le marché après-vente avaient une incidence sur la concurrence atténuée<sup>24</sup> et sur la raison pour laquelle il était nécessaire de faire la distinction entre la prescription du Protocole relative à la "cause significative" et la prescription d'autres Accords de l'OMC relative à la simple "cause".<sup>25</sup>

10. La Chine demande que l'Organe d'appel infirme les constatations et conclusions du Groupe spécial qui reposent sur les erreurs de droit et d'interprétation du droit indiquées ci-dessus. S'agissant des allégations d'erreur indiquées aux paragraphes 6 et 8 ci-dessus, la Chine demande que l'Organe d'appel complète l'analyse et conclue que les mesures contestées étaient incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des accords visés.

---

<sup>21</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.301, 7.305 et 7.307.

<sup>22</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.195, 7.301, 7.305, 7.336, 7.354, 7.366 et 7.367.

<sup>23</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.376 et 7.377.

<sup>24</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197.

<sup>25</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.26 à 6.30.